

Le travail au noir, c'est risqué et ça va se savoir !

La lutte contre le travail au noir porte ses fruits dans le canton depuis la révision législative de 2020. 670 entreprises et 2600 employés ont été contrôlés en 2024. Quels sont les risques en cas d'infraction ? Les réponses de Charles de Reyff, chef du Service public de l'emploi.

Qu'est-ce que le travail au noir ?

Il s'agit le plus souvent de la non-déclaration des employés aux assurances sociales obligatoires ou aux autorités fiscales en ce qui concerne l'impôt à la source, ainsi que de l'emploi de personnel étranger sans autorisation valable.

Combien d'entreprises recourent au travail au noir dans le canton ?

Impossible à dire car ce genre d'activité est par essence dissimulé. En moyenne, un tiers des entreprises qui ont reçu la visite de nos inspecteurs est soupçonnée d'infraction. A l'issue de la procédure, entre 10 et 15% des entreprises contrôlées ont effectivement violé la loi. Précisons qu'aucun domaine économique n'est épargné.

Comment lutter contre ce phénomène ?

La force de frappe apportée par la révision de la loi sur l'emploi et le marché du travail de 2020 est la possibilité pour les inspecteurs du travail au noir de décider de mesures de contrainte administrative. En clair, ils peuvent ordonner sur le champ la suspension immédiate de l'activité de l'entreprise ou l'interdiction d'accès au lieu de travail, notamment lorsqu'il y a refus de fournir les informations demandées ou lorsque plusieurs personnes tentent d'échapper au contrôle. A ce jour, 49 entreprises ont été frappées par l'une de ces sanctions.

Les inspecteurs du SPE peuvent aussi agir en qualité d'agents de la police judiciaire. En plus d'effectuer des contrôles, ils sont habilités à enquêter, surveiller un individu ou l'activité d'une entreprise dans les limites posées par le code de procédure pénale. Convoquer et auditionner des

employeurs et employeuses ou des travailleurs et travailleuses font également partie de leurs récentes prérogatives.

D'autres risques à recourir au travail au noir ?

L'employeur risque de devoir payer des amendes - dont le maximum a été augmenté à un million de francs- et des arriérés d'assurance, ainsi que de posséder un casier judiciaire. Dans le cas précis du non-paiement des assurances sociales, l'employeur risque de devoir payer des frais médicaux à vie en cas d'accident de travail d'un employé.

Il est important de se rendre compte que la lutte contre le travail au noir n'est pas là pour embêter les patrons et leurs employés, mais bien pour protéger les entreprises honnêtes de cette concurrence déloyale.

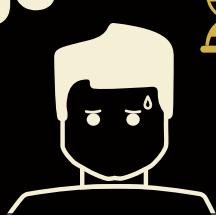
« 49 entreprises ont vu leur activité suspendue ou l'accès au lieu de travail interdit »



Charles de Reyff,
chef du Service public de l'emploi.

J'engage au noir

C'est risqué et
ça va se savoir !



Protégez-vous,
renseignez-vous !

www.fr.ch/travail-au-noir



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service public de l'emploi SPE
Amt für den Arbeitsmarkt AMA